



Groupe de réflexion Post-Covid-19

Publication n° 15

Après le COVID-19, une nouvelle guerre froide ?

Didier Chaudet

consultant indépendant, spécialisé sur les questions géopolitiques et sécuritaires en Asie du Sud-Ouest (Iran, Pakistan, Afghanistan) et en Asie centrale post-soviétique, chercheur attaché à l'IFEAC

Face à la pandémie actuelle, le spécialiste de géopolitique est ramené à une modestie qu'il ne devrait plus jamais abandonner. Avec l'erreur de considérer tout grand choc particulier comme un « tournant », celle de ne pas prendre en compte ce qui n'est pas encore arrivé, mais dont on sait qu'il s'agit d'une réelle possibilité (pandémies, mais aussi impact du réchauffement climatique, par exemple) est une faute classique en relations internationales. La déconnection du terrain qui n'empêche pas les prises de position médiatiques, et/ou une mauvaise maîtrise de la littérature secondaire trop souvent remplacée par une rapide recherche Google ou une discussion avec un acteur politique/universitaire local dont les propos ne sont pas recoupés, nourrissent plus encore les erreurs de diagnostic. Mais même un travail de recherche sérieux n'offre pas l'assurance de bien comprendre ce qui nous attend, dans les mois et les années à venir.

C'est donc avec prudence qu'il faut s'exprimer sur « le monde d'après », y compris d'un point de vue géopolitique. Ce qui ne veut pas dire ne pas défendre un point de vue : les informations remontant des différents terrains clés touchés par la crise sanitaire actuelle, et les sources secondaires traitant notamment des relations entre grandes puissances, fournissent assez de matière pour tirer un certain nombre de conclusions sur ce que pourrait être notre avenir.

Tensions Chine-États-Unis : un triomphe post-mortem pour Samuel Huntington ?

Parler d'une nouvelle Guerre froide suite à l'impact du COVID-19 peut sembler contre-intuitif : après tout, le virus a prouvé qu'il était dévastateur potentiellement pour tous les États, peu importe leur idéologie. Pourtant, pendant les deux premiers mois de la crise, certains intellectuels appuyaient l'idée que face, à une épidémie, une démocratie était souvent plus efficace qu'un autre régime, par sa capacité de transparence notamment. Et donc qu'en comparaison, les régimes qui n'étaient pas des démocraties représentatives seraient presque responsables, par leur nature, de la propagation de la pandémie. Mais l'état des lieux actuel amène à sérieusement relativiser cette vision des choses.

Si on prend le nombre de morts associés au COVID-19, une donnée représentative, en partie, de mauvais choix politiques et sanitaires, les cinq pays les plus touchés au 12 mai 2020 sont des démocraties occidentales : les États-Unis (81 796 morts), la Grande-Bretagne (32 065 morts), l'Italie (30 739), l'Espagne (26 744), et enfin la France (26 643). Au 17 juin, on retrouve encore d'importantes démocraties, réclamant le droit d'avoir une influence internationale, dans la liste des pays où le virus a été le plus mortel : les États-Unis sont toujours à la première place (119 132 morts), la Grande-Bretagne à la troisième (41 969 morts) et la France à la cinquième (29 547 morts). Et au 6 juillet 2020, si des pays européens sont sortis de ce triste peloton de tête, c'est pour être remplacé par d'autres démocraties : les États-Unis conservent la première place, avec 132 610 morts; à la seconde place se trouve le Brésil (64 900 morts), suivi de trois autres pays démocratiques : la Grande-Bretagne (44 220 morts),

l'Italie (34 861 morts) et enfin le Mexique (30 639). La France elle-même n'est passée que de la cinquième à la sixième place, avec 29 893 morts. Si on préfère regarder le nombre d'infectés, même constat : sur les cinq pays les plus touchés, quatre sont en fait des démocraties (dans l'ordre : Etats-Unis en 1er, suivi du Brésil, de l'Inde, et le Pérou à la 5ème place)

Mais en fait, l'argument, dans un sens ou dans un autre, d'un impact démesuré d'un régime donné est simpliste : la Russie, avec un régime bien différent de celui des pays occidentaux, est passé du statut de pays échappant miraculeusement au virus, au troisième le plus touché, avec [232 243](#) personnes infectées le 12 mai, et restant à ce rang au 17 juin avec 545 458 infectés. Il s'agit aujourd'hui du 4^{ème} pays le plus touché au monde au 6 juillet 2020 avec 687 882 cas. En fait, le virus se joue clairement des analyses politiques : même quand on prend Hong Kong et Singapour, deux villes au fonctionnement très similaire (très globalisées, fondamentalement libérales d'un point de vue économique, s'appuyant sur une immigration non négligeable pour fonctionner et prospérer), leur situation reste malgré tout très différente : il vaut mieux résider à Hong Kong (1286 cas de COVID-19, 7 morts) qu'à Singapour (44 983 cas, 26 morts).

Si l'on tient à toute force à voir des différences liées à l'idéologie dans la situation actuelle, on pourrait faire remarquer que les cinq pays les plus infectés au monde aujourd'hui (États-Unis, [Brésil](#), Russie, Inde, Grande-Bretagne) sont tous dirigés par des « populistes », plutôt à droite voire très à droite sur leurs échiquiers politiques respectifs, qui ont le culte de l'« [homme fort](#) ». Alors que les pays qui s'en sortent le mieux, toutes proportions gardées, sont dirigés par des [femmes](#). Curieusement, ce n'est pas autour de ces idées qu'on popularise, de plus en plus, la notion de « nouvelle Guerre froide ». Il est vrai que même ces arguments sont en partie discutables. Tout simplement parce que les succès et défaites face à une pandémie dont on ne vit peut-être que la première vague ne peuvent pas se réduire à une vision simpliste de la politique. Au mieux, on peut mettre les situations positives de territoires comme Hong Kong au crédit du civisme, d'une population prévoyante (achat de masques dès le début de la crise, et utilisation massive, sans attendre, voire même sans tenir compte, des positions des autorités locales), et de l'expérience désastreuse associée au SARS-CoV-1 (épidémie qui s'est répandue de novembre 2002 à mai 2004). Rien de réellement géopolitique.

En fait, derrière l'argument « démocratie contre régime autoritaire » qui reste, malgré tout, présent dans le débat public occidental, on retrouve une opposition plus radicale, plus dérangeante. Et on doit à l'administration Trump de l'affirmer au moins honnêtement : c'est d'un « choc des civilisations » qu'il s'agit ici, pour certains. La directrice Kiron Skinner, du Département d'État, l'a affirmé dans une analyse se plaçant dans la continuité de George Kennan et de sa fameuse argumentation pour un endiguement de l'influence soviétique après la Deuxième Guerre Mondiale. Mais en fait, cette représentante de la diplomatie américaine va bien au-delà de la notion de Guerre froide. Après tout, elle considère que cette dernière n'était qu'une lutte « au sein de la famille occidentale » (les Russes seront heureux d'apprendre qu'ils sont, en fait, des « Occidentaux » ...). Elle affirme clairement que la Chine est un problème parce que « c'est la première fois que nous [les Américains] sommes confrontés à une grande puissance rivale qui n'est pas caucasienne ». « [Caucasien](#) » est un qualificatif popularisé au 18^{ème} siècle par Johann Friedrich Blumenbach, un anthropologue allemand, et signifiant « blanc », et dans le contexte américain, d'ascendance européenne... Kiron Skinner est très claire dans son analyse : la Chine « est un challenge unique... parce que le régime à Pékin [n'est pas un produit de la philosophie et de l'Histoire occidentales](#).

Derrière la notion de seconde Guerre froide, il y a, au moins dans la logique de l'administration américaine actuelle, mais aussi d'un certain nombre d'Américains au-delà de la droite du parti

républicain, le sentiment qu'on est dans une véritable « Guerre de civilisations ». Mais ce n'est pas que sur ce point qu'on peut constater un triomphe post-mortem de Samuel Huntington. On oublie son essai de l'hiver 1988 pour *Foreign Affairs*, « [Les Etats-Unis – Déclin ou Renouveau ?](#) », qui montre que la peur du déclin, même s'il est fantasmé, aide, justement, à éviter la chute de la puissance américaine. Or depuis quelques années, l'idée d'un déclin des États-Unis est intimement liée à la montée en puissance de la Chine. Comme l'URSS par le passé, Beijing devient le croque-mitaine nécessaire à Washington pour se renouveler, et ainsi préserver sa suprématie internationale.

La logique d'une seconde « Guerre froide » masque donc le caractère assez peu politiquement correct de « Guerre de civilisations » pourtant bien présents dans certains esprits aux États-Unis, tout en offrant à l'Hyperpuissance américaine ce dont elle a besoin pour éviter le déclin : un adversaire.

En fait, une compétition entre grandes puissances malmenées par le virus

L'expression de « nouvelle Guerre froide » va continuer à être utilisée, quel que soit le résultat des prochaines élections présidentielles américaines, parce qu'elle est pratique. Elle a au moins l'avantage de marquer les esprits. Et même quand on rejette la logique plus extrême de certains, se plaçant dans la logique d'une « guerre de civilisations », elle permet en fait de consacrer une intuition que beaucoup avaient sur le futur des relations sino-américaines bien avant le COVID-19. On se trouve en fait face à une opposition classique entre les deux plus grandes puissances au monde : les États-Unis (l'Hyperpuissance du moment, qui veut préserver un *statu quo* en sa faveur), et la Chine (la puissance montante qui, par définition, veut changer ce *statu quo* pour confirmer son statut de grande puissance, quitte à apparaître comme un compétiteur pour les États-Unis). Les deux puissances ne cachent plus le fait qu'elles sont dans une confrontation systématique. Sur les dossiers sur lesquels elles s'opposaient déjà avant la pandémie (en [Mer de Chine méridionale](#), sur [Taïwan](#), sur le projet de « [Nouvelles Routes de la Soie](#) »), on constate une confirmation, voire un renforcement des tensions déjà existantes.

Cette crispation générale peut en partie s'expliquer par le fait que ces deux puissances ont été particulièrement malmenées par la montée en puissance du COVID-19.

Les États-Unis devraient subir la plus grande contraction de leur économie depuis la démobilisation de la Seconde Guerre mondiale à cause de la pandémie. La dette, quant à elle, devrait exploser, à un niveau jamais vu en temps de paix. Une situation qui aurait sans doute été la même sous n'importe quel président. Mais on ne peut nier le fait que l'administration Trump ait été un facteur aggravant de la crise subie actuellement par les Américains. On pense, bien sûr, aux prises de position intempestives du 45^{ème} président, qui a minimisé le danger, avant d'utiliser le virus pour critiquer la Chine, [s'immiscer](#) dans le débat médical et surtout se servir de cette situation tragique pour faire de [l'agitation politique](#). Alors que le drame humain associé au COVID-19 aurait pu amener à une union sacrée, il apparaît clair aujourd'hui que dans les mois à venir, l'Amérique sera politiquement plus divisée que jamais. De même, l'attitude de l'administration Trump n'a pas aidé à resserrer les liens avec l'Europe en cette période de crise : on se souviendra des Européens de la zone Schengen spécifiquement ciblés par le président américain, une prise de position irrationnelle sanitaire parlant, mais significative d'une haine idéologique contre l'Union Européenne; ou encore de la [tentative](#) par Washington de détourner les recherches d'une entreprise privée allemande afin que cette dernière développe son vaccin anti-COVID-19 « pour les États-Unis seulement ». Après la

crise, les États-Unis auront bien du mal à se présenter, à nouveau comme la « [nation indispensable](#) » dont le leadership moral s'imposerait de soi...

Mais l'Amérique n'est pas la seule à sortir affaiblie de ces derniers mois de pandémie. En tant que lieu de naissance supposé du virus, la Chine et son gouvernement ne pouvaient qu'être confrontés à la critique. Ainsi, le délai entre l'identification des premiers cas de COVID-19, le 8 décembre dernier, et le confinement imposé à Wuhan et dans le Hubei, le 23 janvier 2020, a été mis sur le compte de la « [culture autoritaire](#) » du pouvoir en place à Beijing. Incontestablement, avec la pandémie, on a constaté, à l'international, une montée en puissance de la [sinophobie](#). Un sentiment de rejet complexe, associant vieilles tensions géopolitiques dans l'environnement asiatique, relents d'un racisme plus ancien dans le monde occidental, et inquiétude diffuse face à une nouvelle grande puissance qui souhaite voir son rang reconnu à l'international. Ces tensions internationales apparaissent au pire moment, car la crise sanitaire signifie également des problèmes économiques potentiellement dangereux pour l'avenir. En effet, le commerce représentait [38%](#) du PIB avant la crise : on peut imaginer l'impact sur l'économie chinoise du COVID-19. La croissance, cette année, pourrait être nulle, du jamais vu depuis la Révolution culturelle. Or la stabilité de la Chine est due au pacte de fait entre leadership et citoyens : les Chinois soutiennent un gouvernement associé à la reconstruction économique et géopolitique du pays après le « Siècle de l'Humiliation », de la première Guerre de l'Opium à la réunification du pays sous le Parti Communiste Chinois.

Face à la sinophobie et aux critiques multiples, un nouveau type de discours chinois s'est imposé, celui de diplomates qualifiés de « loups-guerriers », reprenant le titre [d'une série de films](#), symboles d'un patriotisme décomplexé. S'il répond à un sursaut de fierté nationale qui est compréhensible et légitime, à l'extérieur, cette approche semble avoir été [contre-productive](#).

En fait, le COVID-19 a renforcé des tendances qui pourraient amener les deux puissances à se trouver dans une confrontation plus directe, que personne ne souhaite. Depuis la crise financière de 2008, vu de Chine, les Américains apparaissent comme ayant sombré dans une décadence lente mais certaine, alors que Beijing semble mieux résister aux crises récentes, et peut constamment projeter son influence, des Nouvelles Routes de la Soie à l'aide sanitaire internationale. Du côté américain, cela ne fait que renforcer le sentiment d'un [danger chinois](#). Entre désir d'affirmation d'une nouvelle génération patriote en Chine, et rigidité craintive d'un certain nombre d'Américains souhaitant préserver l'illusion d'un monde unilatéraliste, le danger d'un « dérapage », en particulier en Mer de Chine méridionale, n'est pas à négliger.

Quelles leçons pour l'Europe et l'espace post-soviétique ?

Pour l'Europe, comme pour la Russie et l'Asie centrale, cette « Guerre froide » est une mauvaise nouvelle, si cette grille de lecture se confirme dans le temps. Surtout si la logique reste celle d'une « Guerre de civilisations », on entre dans un système d'oppositions idéologiques absolues qui ne peuvent être qu'absurdes vues de Paris, de Berlin ou du Kremlin. Ce n'est dans l'intérêt de personne, dans l'Europe géographique en Eurasie, qu'une telle vision radicale d'une opposition géopolitique classique soit acceptée comme la réalité du « monde d'après ». D'ailleurs, dans une telle grille de lecture, la Russie et l'Asie centrale ne peuvent en aucun cas se ressentir comme faisant partie du « camp occidental ».

Par ailleurs, dans une Guerre froide, on s'attend à ce que les puissances secondaires s'alignent sur un des compétiteurs. Or pour l'ensemble de l'Eurasie, de Lisbonne à Khorgos, il est plus profitable économiquement et diplomatiquement d'être autant ouvert à Washington qu'à

Beijing. Il n'y a guère que des idéologues extrémistes qui, dans la zone, pourraient se réjouir de la possibilité d'une « nouvelle Guerre froide » : celles et ceux, en Europe, qui veulent redonner un sens à la notion d'Occident, qui dépérissait ces derniers temps et ceux qui, en Russie, rêvent d'un affrontement plus direct avec leurs ennemis de la première Guerre froide. Si, en Europe ou en Eurasie, certains pays cèdent à la tentation, ils feront de leurs propres pays des pions de la nouvelle opposition entre grandes puissances. A l'image des pays du « Tiers-Monde » qui sont tombés [dans le même piège](#) pendant la première Guerre froide.

Mais ce scénario n'est pas le seul possible. En Europe, en Russie et en Asie centrale, le choc causé par le COVID-19 pourrait d'abord être l'occasion de mettre en perspective de profondes faiblesses internes, qui nécessitent des réponses prioritaires. Des réponses qui s'accommoderaient mal d'une nouvelle Guerre froide.

Des pays comme la France, la Grande-Bretagne, la Russie, encore très influencés par leur ancien statut de puissance globale, se sont retrouvés à être parmi les nations les plus touchées par le virus. Le Kremlin, l'UE et le monde anglo-saxon s'opposent dans une lutte d'influence en Ukraine ou dans le Caucase, mais ont été bien incapables d'éviter le danger sanitaire sur leurs territoires respectifs. Les présidents [Obama](#) et ([dans une certaine mesure](#)) Trump, malgré leurs oppositions radicales, ont tous les deux introduit dans le débat politique l'idée selon laquelle, avant de faire du « nation building » à l'extérieur, les Américains seraient bien inspirés de reconstruire, et renforcer, les infrastructures de leur propres pays. Une idée [de bon sens](#) qui n'a pas encore été totalement suivie aux États-Unis, mais qui, après le choc du COVID-19, pourrait être la vision politique qui s'impose au « monde d'après ». Peut-être qu'en Russie mais aussi en Europe, malgré ce fantasme de « Guerre froide », le caractère stérile d'une compétition radicale sera enfin compris. Dans ce cas, les leaders des grandes puissances de l'Europe géographique pourraient naturellement s'orienter vers la logique du « nation building » à l'intérieur de leurs frontières. Plutôt que de rejouer à la Guerre froide à Kiev, de s'inviter dans les affaires intérieures d'autres États, il serait en effet bien plus judicieux de renforcer le système hospitalier dans la Russie européenne, ou dans l'Est de la France... Pour bien des citoyens des pays concernés, c'est forcément une solution de bon sens suite au choc causé par la pandémie.

Quant à l'Asie centrale, spécifiquement, ce choc pourrait pousser à une coopération régionale salutaire. Le Turkménistan continue d'affirmer, au 17 juin, qu'il n'est pas touché par le COVID-19, alors que deux des plus importants hôpitaux du pays ont été mis en quarantaine. Par ailleurs, cette nation centrasiatique, comme la Russie à l'époque où l'on pensait que Moscou allait éviter une large contamination, connaît une augmentation non négligeable du nombre de « [pneumonies](#) »... Mais partout ailleurs en Asie centrale, le danger a été compris. Plus encore qu'en Europe ou en Russie, le COVID-19 impose aux élites politiques de la région de repenser leurs priorités. Et peut-être, mettre de côté des rivalités qui n'ont pas grand sens : on a pu constater l'activisme diplomatique de l'[Ouzbékistan](#) pour qu'un dialogue régional (incluant l'Afghanistan aux autres pays centrasiatiques) ait lieu face au danger sanitaire qui est loin d'être surmonté. Cela pourrait être une première étape vers la seule politique rationnelle pour l'Asie centrale si le « monde d'après » devenait celui de la « deuxième Guerre froide » : un rapprochement fort entre pays de la région pour devenir des acteurs plus indépendants du jeu international. Ce serait la meilleure façon pour l'Asie centrale de mieux se protéger face à une possible deuxième vague (ou pour totalement vaincre la première...) mais aussi pour éviter de (re)devenir des pions dans un « Grand Jeu » opposant des capitales étrangères.

Les pays d'Asie centrale comme de l'Union Européenne, après le choc du COVID-19, risquent bien d'être confrontés au même choix : faire l'effort diplomatique d'une plus grande coopération interne, éviter le chacun pour soi ; ou devenir des acteurs secondaires dans l'opposition entre des grandes puissances étrangères, qui décideront de l'avenir du monde sans eux.

Webographie

Pour suivre l'évolution du nombre d'infectés par le COVID-19 dans le temps :

<https://www.worldometers.info/coronavirus/?>

Didier Chaudet, “‘Wolf Warrior 2’ et ‘Au nom du Peuple’ : un film et une série pour comprendre la Chine contemporaine”, *Réforme*, 30 août 2017,

<https://www.reforme.net/blog/geopolitique-sur-la-route-de-la-soie/2017/08/30/wolf-warrior-2-nom-peuple-film-serie-comprendre-chine-contemporaine/>

Didier Chaudet, “En Asie Centrale, le coronavirus pourrait signer la fin de l'ère ‘post-soviétique’”, *Asia Times*, 1er mai 2020, <https://asialyst.com/fr/2020/05/01/asie-centrale-coronavirus-fin-ere-post-sovietique-chine-russie/>

Nike Ching, “US Pledges Support to Taiwan, Amid Deepening China Tensions”, *VOA News*, 20 mai 2020, <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/us-pledges-support-taiwan-amid-deepening-china-tensions>

Minnie Chan, “China – US close encounters ‘raise conflict risk in South China Sea’”, *South China Morning Post*, 16 juin 2020,

<https://www.scmp.com/news/china/military/article/3089312/china-us-close-encounters-raise-conflict-risk-south-china-sea>

Deutsche Welle, “Coronavirus latest: Germany ‘underestimated risk to public health’”, 19 mai 2020, <https://www.dw.com/en/coronavirus-latest-germany-underestimated-risk-to-public-health/a-53490366>

Shaila Dewan, “Has ‘Caucasian’ Lost Its Meaning?”, *New York Times*, 6 juillet 2013,

<https://www.nytimes.com/2013/07/07/sunday-review/has-caucasian-lost-its-meaning.html>

Michèle A. Flournoy, “How to Prevent a War in Asia”, *Foreign Affairs*, 18 juin 2020,

<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-06-18/how-prevent-war-asia>

Aitor Hernández-Fernández, “Germany confirms that Trump tried to buy firm working on coronavirus vaccine”, *Politico*, 15 mars 2020, <https://www.politico.eu/article/germany-confirms-that-donald-trump-tried-to-buy-firm-working-on-coronavirus-vaccine/>

Samuel P. Huntington, “The U.S. – Decline or Renewal?”, *Foreign Affairs*, Hiver 1988/89,

<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1988-12-01/us-decline-or-renewal>

Nicholas Kristof, “What the Pandemic Reveals about the Male Ego”, *New York Times*, 13 juin 2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/13/opinion/sunday/women-leaders-coronavirus.html>

William Kristol, Thomas Donnelly, “The Obama-Trump Foreign Policy”, *The Weekly Standard*, 9 février 2018, <https://www.aei.org/articles/the-obama-trump-foreign-policy/>

Minxin Pei, “China’s ‘wolf warrior’ diplomats are being more reckless than Donald Trump. That’s a mistake”, *South China Morning Post*, 13 juin 2020, <https://www.scmp.com/comment/opinion/article/3088462/chinas-wolf-warrior-diplomats-are-being-more-reckless-trump-thats>

Catherine Putz, “Is Turkmenistan Nearing a Covid-19 Announcement?”, *The Diplomat*, 16 juin 2020, <https://thediplomat.com/2020/06/is-turkmenistan-nearing-a-covid-19-announcement/>

Kevin Rudd, “The Coming Post-COVID Anarchy”, *Foreign Affairs*, 6 mai 2020, https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-05-06/coming-post-covid-anarchy?utm_medium=social&utm_campaign=tw_daily_soc&utm_source=twitter_posts

Greg Sargent, “Trump’s support for right-wing protesters just got more ugly and dangerous”, *Washington Post*, 20 avril 2020, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/04/20/trumps-support-right-wing-protests-just-got-more-ugly-dangerous/>

Stephen Sestanovich, “Obama’s Focus Is On Nation-Building at Home”, *New York Times*, 20 décembre 2016, <https://www.nytimes.com/roomfordebate/2014/03/11/weakness-or-realism-in-foreign-policy-obamas-focus-is-on-nation-building-at-home>

Amanda Taub, “Why Are Women-Led Nations Doing Better With Covid-19?”, *New York Times*, 15 mai 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/15/world/coronavirus-women-leaders.html>

James Traub, “The Future Is Asian – But Not Chinese”, *Foreign Policy*, 27 avril 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/27/the-future-is-asian-but-not-chinese-coronavirus-pandemic-china-korea-singapore-taiwan/>

Pablo Uchoa, “Brazil coronavirus : ‘Our biggest problem is fake news’”, *BBC World Service*, 20 mai 2020, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-52739734>

Stephen M. Walt, “Nation building at home: Why we need roads, bridges, and boring stuff like that”, *Foreign Policy*, 27 novembre 2012, <https://foreignpolicy.com/2012/11/27/nation-building-at-home-why-we-need-roads-bridges-and-boring-stuff-like-that/>

Steven Ward, “Because China isn’t ‘Caucasian’, the U.S. is planning for a ‘clash of civilizations’. That could be dangerous.”, *Washington Post*, 4 mai 2019, <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/05/04/because-china-isnt-caucasian-us-is-planning-clash-civilizations-that-could-be-dangerous/>

Tessa Wong, “Sinophobia : How a virus reveals the many ways China is feared”, *BBC News*, 20 février 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-51456056>

Micah Zenko, “The Myth of the Indispensable Nation”, *Foreign Policy*, 6 novembre 2014, <https://foreignpolicy.com/2014/11/06/the-myth-of-the-indispensable-nation/>

Laura Zhou. “Danger ahead : US bumps in China’s global belt and road”, *South China Morning Post*, 8 juin 2020, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3087790/danger-ahead-us-bumps-chinas-global-belt-and-road>